

# Résolution du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste sur la situation politique en France

Fin janvier 1962 une session de notre Comité Central se tenait avec l'ordre du jour suivant :

- Problèmes de l'Internationale.
- La crise du stalinisme et le P.C.F.
- La situation politique française.

Ci-dessous nous publions des extraits de la résolution adoptée sur la situation française :

La guerre d'Algérie a déjà duré davantage sous la V<sup>e</sup> République que sous la IV<sup>e</sup> République, qui trébucha en raison de son impuissance à résoudre le problème algérien.

La prolongation de la guerre a désormais empêché une stabilisation et une consolidation du régime gaulliste, ce qui ne signifie pas qu'il doit succomber bientôt, mais ce qui signifie que de Gaulle n'a pas pu et ne pourra pas instaurer « l'Etat fort » dont le capitalisme français a besoin, et que la V<sup>e</sup> République connaîtra une vie remplie de crises qui conduiront à une crise majeure du régime capitaliste en France.

Les difficultés du pouvoir sont nombreuses en face des revendications de tous ordres soulevées par les diverses classes et couches sociales (ouvriers, paysans, fonctionnaires, commerçants, universitaires...). Mais toutes ces difficultés acquièrent de l'importance du fait qu'elles se produisent dans une situation marquée par la guerre d'Algérie, de telle manière à présent que même la fin de cette guerre ne pourrait tout au plus provoquer qu'une euphorie passagère et nullement entraîner une consolidation du régime gaulliste.

\*\*\*

De Gaulle a incontestablement laissé échapper vers la fin 1959-début de 1960 (tout de suite après la semaine des barricades d'Alger) les possibilités de faire la paix dans des conditions qui auraient entraîné une stabilisation de son régime.

Mais, ne voulant pas attaquer de front l'armée, et poursuivant ses louvoiements incessants, il a depuis lors été obligé d'accepter de faire davantage de concessions, sans qu'il soit certain, à l'heure actuelle, d'aboutir à faire la paix.

Il est possible que les négociations qui se poursuivent actuellement en secret aboutissent. Il semble que la difficulté se trouve essentiellement dans la formule du pouvoir de transition pour l'Algérie, qui aura à faire le référendum d'autodétermination, ainsi que dans la faiblesse très grande du pouvoir gaulliste en Algérie en face de l'O.A.S. On ne peut cependant pas exclure que de Gaulle, poursuivant ses louvoiements et manœuvres en vue de dissocier l'O.A.S. ou de la séparer d'une partie de sa base, adopte une position de « regroupement », c'est-à-dire d'une partition de l'Algérie, tout en laissant l'équivoque quant à son contenu : regroupement en vue d'un retrait complet, ou division envisagée comme définitive.

Suivant la variante suivie, il y aura des rythmes différents dans les développements politiques en France, le « regroupement » devant accélérer le durcissement du régime gaulliste contre la classe ouvrière et ses organisations.

Dès maintenant, la situation en France est caractérisée par la faillite de de Gaulle à établir « l'Etat fort », par une ranimation encore faible mais indiscutable du mouvement politique des masses, par un développement de l'activité de l'O.A.S. entraînant d'importantes conséquences politiques.

Qu'est-ce que l'O.A.S. ?

Il ne s'agit pas d'une formation politique de type plus ou moins traditionnel, ni en France ni en Algérie. C'est avant tout une organisation disposant d'une partie des forces de coercition et des forces armées de l'Etat, ainsi que d'une partie de la haute administration.

En France, cette formation ne dispose d'aucune base de masse, elle s'est associée pour son action les petits groupes fascistes et fascisants qui existent de tout temps, indépendamment de la conjoncture politique.

En Algérie, il s'agit d'une partie importante de ce qui reste de la structure de l'Etat colonialiste, mais qui dispose d'un appui d'autant plus étendu parmi les Européens, que le pouvoir gaulliste, en dépit de diverses affirmations, ne mène pas une lutte réelle contre « deux fronts », mais toujours la lutte contre le F.L.N. en même temps qu'il poursuit des pourparlers avec lui.

Les objectifs réels, pas ceux affichés, de l'O.A.S. sont peu clairs. Il semble difficile de penser que les chefs de l'O.A.S., c'est-à-dire les généraux, colonels et quelques politiciens à la Soustelle, croient soit à la possibilité de maintenir « l'Algérie française » soit de réussir un coup de force fasciste en France. Il paraît beaucoup plus probable qu'ils veulent empêcher que la paix se fasse et ce aussi longtemps que possible, pour créer et accentuer un climat de plus en plus trouble qui, d'une part, favorise le développement d'un large courant politique fasciste ou fascisant, et d'autre part instaure un régime plus dur dans le pays.

\*\*\*

Le monde politique de la IV<sup>e</sup> République, de Duchet et Pinay à Guy Mollet et Mendès-France, envisage la question de la succession de de Gaulle. Mais tous, tout en faisant des déclarations d'attachement à la démocratie, se placent dans le cadre du bonapartisme, soit sous une forme ouvertement bonapartiste, soit sous la formule voilée de « pouvoir présidentiel » ou « gouvernement présidentiel ».

Une bonne partie des conversations entre les anciens personnages de la IV<sup>e</sup> République a pour but de s'entendre, pour le cas échéant, sur la manière de désigner « l'arbitre ». Ce fut le principal objet des conversations Pinay-Mollet. Par contre, la campagne Mendès-France portait de l'hypothèse que, lui Mendès-France, était l'arbitre tout trouvé, et il cherchait à montrer que lui seul était capable de tenir la place en face d'un mouvement montant des masses, et d'une faiblesse avérée de la réaction.

Toutes ces tentatives ont un point commun : elles vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! On ne peut pas exclure comme hypothèse la disparition de de Gaulle, de façon naturelle ou à la suite d'un attentat. Dans ce cas, le capitalisme français même s'il n'était pas divisé rencontrerait de grandes difficultés du fait que dans tout régime de type bonapartiste, le « Bonaparte » ne peut être un individu quelconque comme l'étaient certains présidents du Conseil de la IV<sup>e</sup> République. Dans ce sens, les conversations Pinay-Mollet ont une certaine signification. Mais, comme le capitalisme français ne dispose guère d'un « autre de Gaulle », la perspective la plus probable est en premier lieu le maintien de ce régime avec de Gaulle, aussi longtemps que le mouvement ouvrier ne sera pas arrivé à un

(Suite page 4.)